



**Communication de l'OIC au Sommet du G-20
Los Cabos (Mexique) 18-19 juin 2012**

Le Directeur exécutif présente ses compliments et, conformément à la décision prise par le Conseil en mars 2012, joint à la présente un projet de communication de l'OIC au Sommet du G-20 au Mexique de juin 2012, qui a été rédigé en consultation avec le Groupe restreint du Forum consultatif. Les Membres qui souhaitent faire des suggestions supplémentaires sont invités à les communiquer par courriel au Directeur exécutif avant le 25 avril 2012 au plus tard, après quoi la communication sera envoyée, accompagnée de la lettre adressée au Président du Mexique ci-jointe.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

26 avril 2012

Président Felipe Calderón Hinojosa
Los Pinos
Distrito Federal
Mexique

Monsieur le Président,

Je tiens en premier lieu à vous féliciter pour votre accession à la présidence du G-20 en 2012 - vous êtes le premier dirigeant latino-américain à assumer cette responsabilité - et à prendre acte de l'importance des priorités que vous avez fixées pour l'année en matière de stabilité économique et de développement durable.

Je crois savoir que l'un des sujets examinés lors du Sommet du G-20 de juin au Mexique concerne l'amélioration de la sécurité alimentaire et la question de la volatilité des prix des produits de base. Il s'agit d'une question particulièrement importante pour les 120 millions de petits exploitants du monde entier qui sont tributaires des revenus du café, ainsi que pour plus de 50 pays pour lesquels les recettes d'exportation du café sont une source importante de revenu national. La volatilité des prix est à l'origine de graves problèmes économiques dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du café, particulièrement pour les producteurs et leurs familles, dont l'accès aux instruments de gestion des risques est, au mieux, limité.

L'Organisation internationale du Café (OIC) compte 40 gouvernements Membres, dont 34 Membres exportateurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et six Membres importateurs, notamment les 27 États membres de l'Union européenne. Dans le cadre de l'Accord international de 2007 sur le Café, nous avons mis en place un Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café pour répondre à la nécessité d'un meilleur accès à l'information sur les sujets liés à la finance et à la gestion des risques dans le secteur du café, en portant une attention particulière aux besoins des petits et moyens producteurs et des communautés locales dans les régions de production de café.

L'Organisation est le point de convergence des décideurs de la communauté mondiale du café et je tiens à souligner la valeur du travail de l'OIC pour canaliser les ressources nécessaires au développement du secteur du café et faciliter les mesures visant à renforcer la capacité économique de nombreux pays en développement.

Au nom de Membres de l'OIC, j'ai l'honneur de soumettre aux participants du Sommet du G-20, à titre d'information, la communication ci-jointe sur la nécessité d'affronter la question des risques associés au négoce des produits de base. J'encourage les gouvernements et les organisations internationales à coopérer à l'élaboration d'une stratégie et de mécanismes globaux visant à faciliter la gestion des risques, à améliorer l'accès au crédit et aux sources de financement, à développer des outils et services financiers et à accroître la transparence. J'exhorte également les institutions financières multilatérales et les gouvernements donateurs à allouer des fonds aux initiatives cherchant à aider les paysans pauvres à réduire leurs risques, que ce soit dans le domaine du café ou d'autres produits de base.

Je souhaite le plein succès des travaux du Sommet pour l'économie mondiale, et en particulier pour les millions de petits exploitants du secteur mondial du café.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Robério Oliveira Silva

FAIRE FACE AUX RISQUES ASSOCIÉS AU NÉGOCE DU CAFÉ ET AUTRES PRODUITS DE BASE

*Par Robério Oliveira Silva, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café (OIC)
Communication au Sommet du G-20, Los Cabos (Mexique), juin 2012*

Le café est l'un des plus importants produits agricoles dans le monde. Cent vingt millions de personnes dans le monde sont tributaires du café pour leur subsistance, la grande majorité d'entre eux étant composée de petits exploitants qui vivent dans des pays en développement. L'importance économique du café prend toute son ampleur lorsque l'on sait que les exportations de café ont atteint le niveau record de 23 milliards de dollars en 2011, ce qui en fait une source importante de recettes en devises pour de nombreux pays.

L'Organisation internationale du Café (OIC) est la principale organisation intergouvernementale active dans le domaine du café et sa mission est de renforcer le secteur mondial du café et de favoriser son développement durable dans le cadre d'une économie de marché pour le bien-être de toutes les parties prenantes.

Après une chute brutale des prix au seuil du nouveau millénaire, les prix du café se sont repris et les perspectives du secteur sont aujourd'hui beaucoup plus prometteuses qu'il y a dix ans. Néanmoins, de nombreux obstacles restent à surmonter pour garantir la santé et la durabilité à long terme de ce produit, dont beaucoup se rapportent à la gestion des risques.

L'OIC se félicite donc de l'accent qui a été mis sur la gestion des risques des produits agricoles dans l'ordre du jour du G-20, comme en témoigne le Plan d'action sur la volatilité des prix des produits alimentaires et sur l'agriculture, et en particulier son quatrième objectif principal : "améliorer et développer les outils de gestion du risque pour les gouvernements, les entreprises et les agriculteurs afin de renforcer leur capacité à gérer et à limiter les risques liés à la volatilité des prix agricoles".

L'OIC a pris des mesures concrètes dans le domaine de la gestion des risques qui pourraient nourrir la réflexion des membres du G-20. Plus précisément, l'OIC a mis en place un forum dédié - le Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café - chargé d'étudier des sujets liés à la finance et à la gestion des risques dans le secteur du café, en portant une attention particulière aux besoins des petits et moyens producteurs et des communautés locales dans les régions de production de café.

Ce Forum s'est réuni à deux reprises, en septembre 2011 pour examiner les mécanismes, les outils ou les stratégies visant à aider les petits et moyens producteurs de café à gérer le risque de volatilité des prix du café vert, et en mars 2012 pour examiner plus particulièrement le rôle que les associations de producteurs, les gouvernements et autres entités jouent pour rendre les outils de gestion des risques et de financement plus accessibles et plus pratiques pour les petits et moyens producteurs. Les principales questions soulevées concernaient :

- les mesures visant à accroître la compréhension par les petits et moyens exploitants des outils de gestion des risques et à faciliter l'accès à ces outils, ainsi que les institutions ou mécanismes qui doivent être mis en place ou améliorés pour développer les activités nécessaires ;
- la nécessité d'étudier dans le détail les mécanismes d'atténuation, en particulier ceux qui sont disponibles par l'intermédiaire des associations de producteurs et des gouvernements ;
- la nécessité de cadres institutionnels solides et de politiques favorables qui peuvent prendre plusieurs formes mais doivent être adaptés aux conditions locales ;
- l'importance d'une communication efficace pour favoriser l'éducation financière et lever les barrières de communication ; et
- la reconnaissance que tous les participants de la chaîne de valeur bénéficient d'une gestion plus efficace des risques par les producteurs.

Comme dans le cas du Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture, les discussions au sein de l'OIC ont souligné la nécessité d'une approche holistique dépassant la simple gestion des risques pour couvrir d'autres enjeux majeurs comme : l'amélioration de la transparence et de l'information sur le marché dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier en ce qui concerne les marchés dérivés, l'intensification de la recherche-développement pour améliorer la qualité et les rendements ainsi que pour atténuer les effets du changement climatique et réduire l'incidence des ravageurs et des maladies, la diversification des revenus des agriculteurs en vue de réduire leur dépendance à l'égard d'une seule culture, et la nécessité pour les programmes de promotion et de développement des marchés d'accroître la demande future. Des initiatives telles que celles qui sont décrites ci-dessus sont très bien accueillies par la communauté mondiale du café, y compris le secteur privé qui a travaillé avec succès avec l'OIC sur ces activités dans le passé.

Les institutions financières multilatérales et les gouvernements donateurs doivent mieux tenir compte de l'importance de la question des risques liés aux marchés des produits de

base. Les institutions multilatérales et nationales réservent des fonds considérables pour les projets de mise en valeur, qui ne sont pas toujours facilement disponibles pour les initiatives ciblant des produits spécifiques. Apporter un soutien aux organismes internationaux de produits, comme l'OIC, est l'occasion unique de résoudre cette question. L'OIC est un véritable partenariat entre pays développés et pays en développement et constitue une instance au sein de laquelle toutes les parties prenantes sont représentées équitablement et où les besoins et les priorités des principales parties prenantes peuvent être pris en compte. L'OIC est un exemple d'instrument efficace de canalisation des ressources pour des projets concernant des domaines comme la valeur ajoutée, l'amélioration de la qualité et la diffusion des progrès technologiques.

Recommandations à l'intention du G-20 :

- Encourager les gouvernements et les organisations internationales à coopérer à l'élaboration d'une stratégie et de mécanismes globaux visant à faciliter la gestion des risques, à améliorer l'accès au crédit et aux sources de financement, à développer des outils et services financiers et à accroître la transparence.
- Exhorter les institutions financières multilatérales et les gouvernements donateurs à allouer des fonds aux initiatives cherchant à aider les paysans pauvres à réduire leurs risques, que ce soit dans le domaine du café ou d'autres produits de base.

Liens utiles :

[Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café – rapport et présentations](#)

[Site web de l'OIC](#)

[Rapports sur le marché mondial du café](#)